

## *Cavour : l'Italie, la Hongrie et l'Orient*

SALVATORE BARBAGALLO

UNIVERSITA DEL SALENTO

Le Royaume d'Italie fut proclamé après l'annexion des territoires situés au sud de la Péninsule le 17 mars 1861, mais il fallut attendre la guerre franco-prussienne, le retrait de Rome des troupes françaises, le 3 août 1870, pour résoudre le problème romain. Après la chute du deuxième empire napoléonien (4 septembre 1870), les Bersaglieri italiens, le 20 septembre, après avoir ouvert une brèche dans les murs de la ville éternelle, en décrétèrent l'annexion dans le Royaume d'Italie. Finalement fut atteinte, avec la proclamation de "Roma capitale", la réunion tant attendue des petits États italiens à l'intérieur d'un système politique et administratif centralisé dont les fondements étaient posés dans le Statuto que Carlo Alberto avait accordée aux sujets du royaume de Sardaigne en 1848. Selon Fyodor Dostoïevski :

Les peuples qui se succédèrent en Italie pendant ces vingt siècles, comprenaient qu'ils étaient en gestation d'une idée mondiale ; ceux même qui ne la comprenaient pas, le devinaient, le sentaient. Leur art, leur science portaient l'empreinte de cette idée qui se réalisa même en partie. Plus tard la vaste conception s'émietta, et qu'en est-il reste ? Un petit royaume de second ordre plus ou moins uni *matériellement*, sans aucun soupçon de la grande tâche qui aurait pu être accomplie : l'unification *spirituelle* de tout l'Ancien Monde. L'œuvre du comte de Cavour, c'est ce petit royaume si ravi d'être de second ordre. On l'a bien dit. Le diplomate moderne est une « grande bête qui fait des petites choses »<sup>1</sup>.

Je me suis arrêté sur ces réflexions du grand écrivain russe parce que je considère que le souverainisme si tant vanté par certains partis politiques italiens contemporains se nourrit d'une vision nationaliste et slavophile qui serpentait déjà dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce dessein était souhaitée l'insignifiance de l'union politique italienne (et européenne) telle qu'elle est aujourd'hui prévue par les orientations avancées pour atteindre une plus grande autonomie à travers le régionalisme différencié. Mais l'opposition à la modernisation, alors entendue comme contraste avec l'application du principe de la division sociale du travail, se manifeste aujourd'hui aussi dans l'opposition aux politiques de libre circulation des marchandises et des citoyens. Nous devons également noter que les jugements de Dostoïevski concernant un royaume italien endetté ont été utilisés par certains courants du nouveau révisionnisme historiographique qui ont conduit à alimenter, même

---

<sup>1</sup> F. Dostoïevski, *Journal d'un écrivain, 1873, 1876 et 1877*, trad. du russe par J.-W. Bienstock et John-Antoine Nau, Paris, Bibliothèque Charpentier, Eugène Fasquelle Editeur, 1904, p. 472.

inconsciemment, une vision nostalgique de la politique du régime bourbonien. En outre, nous ne pouvons manquer de souligner que l'exaltation de cette ruralité diffuse, capable de dominer et d'enrayer les effets néfastes de l'usine, se raccorde à un retard plus généralisé des pratiques agricoles constatées non seulement en Russie vis-à-vis des grandes puissances occidentales qui sont ses antagonistes, mais aussi dans le royaume de Naples par rapport aux royaumes de l'Italie septentrionale.

Nous devons cependant noter, non sans quelques réserves, que c'est précisément dans le Mezzogiorno de l'Italie que certains modèles économétriques basés sur des données relevées au XIX<sup>e</sup> siècle, ont prouvé la présence "di parametri che, addirittura, suggerirebbero condizioni simili a quelle del Nord, se non addirittura migliori. Anzi, è emerso che fino al 1861 non esisteva un vero e proprio divario tra l'area settentrionale e quella meridionale"<sup>2</sup>.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la présence anglaise en Inde, la décadence de l'empire Ottoman et les visées expansionnistes des tsars en Orient rendaient les équilibres politiques bien établis dans la région des Balkans extrêmement fragiles et problématiques. Les répercussions de ce « grand jeu »<sup>3</sup> eurent des répercussions sur les événements de l'unification italienne. En 1844 déjà, Cesare Balbo a imprimé l'œuvre *Delle Speranze d'Italia*, dans laquelle il posait les questions suivantes :

che si lascino le bocche del Danubio a chi non ne ha nè può aver mai il corso germanico, a chi non v'ha nè può avere interesse se non di chiuderlo? che si sottomettano al capriccio russo tutti i progressi commerciali della Germania? Ovvero, che si diano quelle bocche, e il corso inferiore di quella gran comunicazione germanica ed europea, a chi ha già tutto il corso superiore, a chi ha interesse a trarne tutto il profitto possibile per sè, e per altrui? – Che si aggiungano per contrafforte alle chiuse del Danubio le chiuse del Mar Nero, e si faccia di questo un lago, una darsena, un dock russo, dove s'esercitino e progrediscano tranquille le armate navali di quella potenza, per iscendere in poco più d'un dì nel Mediterraneo, e cadere in tre sul gran passaggio orientale di Alessandria e di Suez, e in dodici o quindici su qualunque altra stazione navale greca, austriaca, italiana, inglese, francese o spagnuola?<sup>4</sup>

Le contrôle des détroits du Bosphore, des Dardanelles avec le Danube par l'Autriche aurait permis une division des zones d'influence de la mer Noire, permettant à la Méditerranée de rester libre de « niun imperio »<sup>5</sup>. Mais ces objectifs pouvaient être atteints par une redistribution soignée des rémunérations, c'est-à-dire des cessions et des acquisitions de territoires sur lesquelles exercer son influence<sup>6</sup>. Ce sont précisément les dessins préconisés par le prince Eugenio di Savoia qui prédisaient que c'était dans l'intérêt de l'Autriche « il trasportare la propria potenza principalmente sul Danubio »<sup>7</sup>, et tout cela pouvait, encore

<sup>2</sup> G. Poli, *Le radici storiche della « diversità » meridionale*, in *Arte cultura società nell'Ottocento meridionale*, a cura di D. Donofrio Del Vecchio, Bari, Progedit, 2013, p. 25.

<sup>3</sup> P. Hopkirk, *The Great Game : on secret service in High Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

<sup>4</sup> C. Balbo, *Delle speranze d'Italia*, Parigi, dalla libreria dei fratelli Firmin Didot, 1844, p. 114.

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> *Ivi*, pp. 114-115.

<sup>7</sup> *Ivi*, p. 116.

plus facilement, être réalisé parce que le royaume autrichien « è la sola monarchia che non consti essenzialmente d'una nazione »<sup>8</sup>.

Pour l'Allemagne et la France, l'expansion politique de l'Autriche vers l'Est procurerait « accrescimenti, sfoghi commerciali o di popolazione ; ma a noi [italiani] darebbe il bene che li passa tutti, l'indipendenza »<sup>9</sup>. Mais déjà dans les deux deuxièmes éditions publiées la même année, Cesare Balbo s'aperçut que le schéma de son dessein suivait certaines intuitions contenues dans un plan conçu par le ministre des Affaires étrangères français Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord et soumis à Napoléon Bonaparte après la bataille d'Ulm<sup>10</sup>. Ce n'est qu'en profitant des conditions offertes par l'évolution des conjonctures des équilibres continentaux que l'on pouvait construire une action visant à unifier les petits États italiens.

Quand éclata la guerre entre la Russie et l'empire Ottoman soutenu par la France et l'Angleterre, la neutralité autrichienne permit au Royaume de Sardaigne d'embarquer à Gênes, le 25 avril 1855, un contingent de soldats en soutien aux deux puissances occidentales. Les pourparlers de paix se déroulèrent dans la capitale française entre le 25 février et le 16 avril 1856 ; et si d'une part l'assemblée de Paris n'avait pas apporté de résultats tangibles pour le royaume Sabaud, de l'autre il créa des prémisses pour rapprocher le royaume français de celui de Sardaigne.

Juste dans la capitale française, face à un Cavour qui menaçait d'entreprendre « une guerre terrible, une guerre à mort », le ministre britannique des Affaires étrangères Lord Clarendon s'écria-t-il : « Oh certainement si vous êtes dans l'embarras vous pouvez compter sur nous, et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à votre aide »<sup>11</sup>. Si les promesses anglaises<sup>12</sup> ne furent pas honorées, les intentions de Cavour de déclencher « *the war to the knife* »<sup>13</sup> furent au contraire maintenues. Alors que les accords de Plombières étaient signés, le Piémont avait développé le projet de soutenir une rébellion précisément en Hongrie et dans l'Europe des Balkans. Ils étaient des suggestions et des intentions mûries dans le cadre des mouvements de libération polonais, hongrois et par le prince Jérôme Napoléon lui-même. A ces intentions n'étaient pas indifférents ceux qui venaient des consortiums de Mazziniens et de Garibaldiens. On établissait ainsi un axe entre le Ministre du Royaume de Sardaigne et « l'Europa sotterranea delle rivoluzioni » afin d'organiser

<sup>8</sup> *Ibidem*.

<sup>9</sup> *Ivi*, p. 144.

<sup>10</sup> Cesare Balbo avait pris connaissance de l'intuition heureuse de Talleyrand par la lecture du livre de F.-A. A. Mignet, *Notices et Mémoires historiques*, tome I, Paris, Paulin Libraire-Éditeur, 1843, p. 132. Sur ce point, voir également D. Cooper, *Talleyrand*, Milano, Mondadori, 1974, pp. 104-105.

<sup>11</sup> La lettre a été envoyée à Urbano Rattazzi de Paris le 12 avril 1856, C. Benso di Cavour, *Lettere edite ed inedite raccolte ed illustrate da Luigi Chiaia deputato al parlamento*, seconda edizione riveduta ed accresciuta, Volume II, Torino, Roux e Favale, 1884, p. 427.

<sup>12</sup> G. Talamo, *Il Piemonte e l'età cavouriana*, in *La storia d'Italia*, Vol. 17, *Il Risorgimento e l'Unità*, Roma, La biblioteca di Repubblica, 2004, p. 655-656. Sur les circonstances qui ont amené les Britanniques à modifier les plans présentés par Clarendon à Cavour, voir S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, in A. Lerra (a cura di), *La Basilicata per l'Unità d'Italia. Cultura e pratica politico-istituzionale (1848-1876)*, Atti del Convegno nazionale di studio, Potenza, 22-23 settembre 2011, Milano, Guerini e associati, 2014, pp. 544-548.

<sup>13</sup> C. Benso di Cavour, *Lettere edite ed inedite raccolte ed illustrate da Luigi Chiaia deputato al parlamento*, cit., 1884, p. 427.

« una insurrezione sul Danubio ». Un plan téméraire pour affaiblir la puissance de l'empire des Habsbourg grâce à « l'interdipendenza strategica tra il Po e il Danubio »<sup>14</sup>. Les plans comportaient la création de dépôts d'armes dans les territoires danubiens et les approvisionnements d'armes devaient être surveillés à travers le vigile et attentif contrôle de Francesco Ferdinando Astengo, consul du Royaume de Sardaigne en Serbie, qui arriva « a Belgrado il 22 marzo 1859 »<sup>15</sup>. Grâce à la complicité d'Alexandru Ioan Cuza, déjà élu prince de Moldavie le 17 janvier 1859 et de Valachie le 5 février, les dépôts furent placés le long de la vallée du Sereeth.

Les 20 000 fusils vendus par les Français à la Maison de Savoie vers la mi-mai furent embarqués « a Marsiglia sul brick "Maria" », qui avait été acheté par le consul piémontais en Serbie Vincenzo Durio, et arrivèrent « a Galatz il 25 giugno »<sup>16</sup>. L'opération, loin de rester secrète, fut suivie par les émissaires autrichiens qui protestèrent auprès du gouvernement Ottoman. Mais désormais la signature de l'armistice de Villafranca du 11 juillet 1859 avait gelé toute intention d'insurrection<sup>17</sup>.

Mais ce sont précisément ces événements qui ont conduit à l'armistice de Villafranca, selon Luigi Chiala, qui se sont déroulés dans des circonstances qui n'étaient rien de moins que mystérieuses et dignes d'un thriller. En effet, le 5 juillet 1883, le député d'Ivrea adressa à Isaac Artom une lettre dans laquelle il signalait à l'ancien secrétaire de Cavour des extraits de *Memories* de Lajos Kossuth<sup>18</sup> relatifs à la période de la seconde guerre d'indépendance italienne. Dans ces écrits, Kossuth rappelle que « le 7 décembre 1858 » son ami et exilé « Daniel Iranyi » lui avait dit qu'il avait été approché par « Mieroslowski »<sup>19</sup>, un « général polonais exilé » qui lui a demandé, pour le compte du « Prince Napoléon », de lui indiquer le nom d'un hongrois « lequel irait en Italie s'informer de la force et des dispositions des régiments hongrois » parce que la guerre était proche. Le plan rapporté par Ludwik Adam Mierosławski prévoyait que « *Le Piémont céderait à la France la Savoie et Nice, et recevrait en échange le Milanais jusqu'au Mincio. Si l'Autriche, après la prise du Milanais, consentait à en être dépossédée, alors on conclurait la paix avec elle sans pousser les choses plus loin* ». Chiala lui-même soulignait que les reliefs attribués par Kossuth à l'exilé polonais à Paris reproduisaient « mot à mot les conditions auxquelles sept mois plus tard, en juillet 1859, la guerre fut terminée à Villafranca ». En effet, ces faits apparaissaient très étranges, et Chiala, à juste titre, notait que « ou Mieroslowski était prophète (s'il naît encore des prophètes dans notre siècle de machines à vapeur), ou bien cette question se pose devant l'historien : l'arrangement de Villafranca était-il réellement un produit de la nécessité du moment, notamment de la perspective d'une intervention

<sup>14</sup> A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, Torino, Ilte, 1958, p. 114; S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, cit., p. 548-549.

<sup>15</sup> A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 123.

<sup>16</sup> Ivi, p. 132.

<sup>17</sup> Ivi, p. 132.

<sup>18</sup> L. Kossuth, *Souvenirs et écrits de mon exil, période de la guerre d'Italie*, Paris, E. Plon, 1880.

<sup>19</sup> Ludwik Adam Mierosławski (Nemours, 17 janvier 1814 – Paris, 22 novembre 1878) était un général et patriote polonais exilé à Paris.

armée de la Prusse ; ou bien était-ce un plan froidement et silencieusement combiné que ne soupçonnaient ni Cavour, ni le premier soldat d'Italie, le Roi Victor Emmanuel ?<sup>20</sup> ».

Le 21 janvier 1860, Cavour fut appelé à présider le nouveau gouvernement<sup>21</sup>. L'année précédente avait été créé à Paris le Comité National hongrois, un organisme qui assumait les fonctions d'un gouvernement en exil composé de Lajos Kossuth, László Teleki et György Klapka<sup>22</sup>. Les trois exilés hongrois adressèrent au Premier ministre du Royaume de Sardaigne une lettre dans laquelle ils présentaient les demandes suivantes : envoyer au plus vite « dans les Principautés Danubiennes et en Serbie » cinquante mille fusils, « deux batteries de canons avec les munitions nécessaires et 2 à 3 mille sabres » ; 2) deux cent mille francs pour organiser les mouvements croates, intervenir sur les « Régiments » frontaliers de Croates et de Slavons et assurer le soutien des « Serbes de la Voïvodine et du Banat et des Roumains de Transylvanie » ; 3) cent mille francs pour les « agents secrets » et autres frais ; 4) un prêt pour subventionner les phases initiales de la guerre et un prêt de deux cent mille francs pour l'achat des machines à imprimer les billets de banque ; 5) un dépôt d'uniformes pour trois mille soldats<sup>23</sup>.

Les armes furent prélevées dans les entrepôts de Gênes et de Turin pour être chargées sur les bateaux *Tito*, *Emma*, *Joseph*, *Matilde* et *Union*, mais aucune mesure ne fut prise pour garder secrète toute l'opération. Quand les deux premiers bateaux arrivèrent dans la capitale turque, Marcello Cerruti constata avec stupeur que sur les caisses n'avaient pas été enlevées les inscriptions « *Regio Arsenale di Genova*, *Regio Arsenale di Torino* », visibles par ceux qui voudraient observer de loin avec des jumelles le pont du navire. Le représentant devait donc procéder au retrait de ces écritures et à la répétition de l'opération sur tous les autres bateaux à l'arrivée. L'opération fut gérée de manière approximative et l'armée prouva encore une fois qu'elle ne pouvait pas remplir ses fonctions. L'expédition d'armes fut découverte par les Autrichiens qui, d'ailleurs, protestaient contre le traité commercial entre les Piémontais et les Ottomans, signé le 31 juillet 1854, qui, dans l'article 6, interdisait les activités commerciales d'armes sans le consentement du gouvernement.

S'il était important pour Cavour que la cargaison reste dans les principautés danubiennes, l'intervention ferme de l'ambassadeur britannique à Constantinople conduisit le gouvernement turc à renvoyer les deux derniers navires qui aboutirent dans la capitale ottomane. Tandis que les armes arrivées dans les magasins de Galatz furent embarquées sur les deux bateaux de guerre anglais *Banshee* et *Psiches* et ramenées à Gênes<sup>24</sup>.

<sup>20</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Chiala invia a Artom una pagina delle "Memorie" di Kossuth, Roma, 5 luglio 1883.

<sup>21</sup> Cfr. G. Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. IV, *Dalla Rivoluzione nazionale all'Unità*, Milano 1975, p. 403.

<sup>22</sup> "For their part, the leaders of the Hungarian revolution in exile were experiencing their own difficulties. Kossuth, with the help of Teleki and György Klapka, created a Hungarian National Directorate in Paris in 1859, a kind of Hungarian government in exile", L. Kürti, *Liberty, Equality, and Nationality*, in M. Fitzpatrick (ed. by), *Liberal Imperialism in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 102.

<sup>23</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Lettera Kossuth, Teleki e Klapka a Cavour, s.l., s.d. 1860. Voir aussi A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 134.

<sup>24</sup> A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., pp. 135-137.

Malgré les échecs endurés, le gouvernement Sabaud n'abandonna pas l'idée de continuer à soutenir les intentions d'insurrection mûries parmi les patriotes hongrois qui avaient conduit à la formation d'une « Hungarian National Directorate in Paris in 1859, a kind of Hungarian government in exile »<sup>25</sup>. Le 21 novembre 1860, Kossuth envoya à Cavour *un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria*<sup>26</sup> et en 1861, après avoir participé à l'expédition de Garibaldi dans le Mezzogiorno d'Italie, la Légion Hongroise fut inscrite dans les rangs de l'armée piémontaise en respectant toutes les conditions contenues dans une *Copia di relazione di Kossuth per Cavour*, dans le but de veiller à ce qu'elle soit « destinée à l'affranchissement de la Hongrie »<sup>27</sup>.

Depuis 1861, le même György Klapka commence à percevoir les difficultés qui se profilent à l'horizon. Dans une lettre envoyée par Paris le 27 mai 1861, il écrit : « J'ai vu le Prince Napoléon et le Comte Vimercati. Le premier ennuyé par bien des choses se prépare à faire un voyage de deux mois dans la Méditerranée. Le Comte m'a fait part des inquiétudes qu'on nourrit en haut lieu au sujet de la question d'Orient. Il est à désirer que la crise qui doit venir de ce côté ne nous surprenne pas trop »<sup>28</sup>.

Malgré ces événements, Cavour n'a pas interrompu ses contacts avec le Comité hongrois. De la lecture de la correspondance d'Isaac Artom, secrétaire du ministre piémontais, dans *un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese*, il ressort qu'en 1860 Lajos Kossuth avait été reçu par Cavour pour renforcer les engagements que Carlo Alberto avait promus dès 1849 en chargeant le colonel et comte Alessandro Monti de se rendre vers les territoires hongrois « en qualité d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire » pour « reconnaître en son nom l'indépendance de la Hongrie et de lui offrir un traité d'alliance formel, avant même que la nation hongroise ait officiellement déclaré son indépendance »<sup>29</sup>. Dans sa mémoire, Kossuth répète que

<sup>25</sup> L. Kürti, *Liberty, Equality, and Nationality*, in M. Fitzpatrick (ed. by), *Liberal Imperialism in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 101-102.

<sup>26</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia autografa di Artom di una memoria di Kossuth inviata a Cavour. Si tratta di un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria, s.l., 21 novembre 1860.

<sup>27</sup> La copie du Statut continue en déclarant : « Si donc il est tout naturel que, pendant qu'elle se trouve sur le sol Italien, le Gouvernement du Roi. L'emploie militairement comme bon lui semble, et qu'elle lui doive de l'obéissance elle ne saurait pourtant être fondue dans l'armée royale ; mais elle forme un corps auxiliaire sous les ordres d'un commandant nommé, et revocable sur la proposition du Comité National Hongrois par le Ministère de la guerre, auquel la Légion sera soumise sous le rapport du service. Toutefois il serait bon de l'agréger à la division du Général Turr à l'égal de toute autre brigade de l'armée. Ce général pour tout ce qui regarde le service sera l'intermédiaire entre la Légion – d'une part, le Ministère et le Comité de l'autre part », Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia calligrafica dello Statuto Organizzativo della Legione Ungherese inviato da Kossuth a Cavour, Torino, 1 giugno 1861.

<sup>28</sup> *Ibidem*.

<sup>29</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, Luigi Kossuth, fasc. 102, Copia autografa di Artom di una memoria di Kossuth inviata a Cavour. Si tratta di un promemoria stilato con i membri del Comitato Nazionale Ungherese circa l'eventuale collaborazione dell'Ungheria in una guerra dell'Italia contro l'Austria, s.l., 21 novembre 1860.

La base de notre accord étant ainsi établie, nous sommes heureux de pouvoir constater, qu'il n'entre pas dans les pensées du Gouvernement du Roi de se servir d'une insurrection en Hongrie, en manière d'une simple diversion; mais qu'il s'agit d'une alliance entre les deux pays pour la guerre éventuelle contre l'Autriche ; et que le Gouvernement de S.M. accepte pour un des points principaux du programme de cette guerre et pour un des buts coordonnés de l'alliance, l'affranchissement définitif de la Hongrie, de dessous la domination autrichienne et le rétablissement de son indépendance entière, qui fut déjà formellement décrétée par le vote unanime de la nation Hongroise le 14 et le 19 avril 1849 ; d'autant plus que cette Indépendance légitimement établie par la volonté nationale ne fut arrêtée que par l'intervention étrangère, l'inadmissibilité de laquelle contre la volonté de la nation ; est aujourd'hui formellement reconnue par la France et l'Angleterre par suite des heureux événements en Italie<sup>30</sup>.

Mais, au-delà des déclarations purement abstraites, le Comité National Hongrois déclarait à Cavour qu'il était dans l'urgence de devoir demander l'envoi en Hongrie d'un « Corps Auxiliaire Italien » soutenu par les forces maritimes du royaume de Sardaigne, nécessaire « à opérer le débarquement, à établir une base de communication et à assurer la ligne entre la mer et la Hongrie en occupant la Dalmatie et la Croatie et à rendre ainsi possible le passage rapide en Hongrie de la légion hongroise »<sup>31</sup>. Cette demande du Comité était dictée par la constatation que « employés en Italie ces 30 ou 40 m. hommes ne vaudraient que 30 ou 40 m. hommes tandis que envoyés en Hongrie ils vaudraient une nation de 15 millions et une armée de 200 mille hommes qu'ils nous mettrons à même de ranger en ordre de bataille en peu de semaines »<sup>32</sup>. Ce plan aurait permis aux conspirateurs hongrois de diviser « les forces de l'ennemi, [et ainsi] on portera la dissolution dans son armée et on compromettra sa base d'opération en menaçant sa ligne de communication ». Pour le Comité c'était

donc convenu que les opérations se feront du côté de l'Adriatique avec un corps auxiliaire italien et avec les troupes hongroises organisées dans ce but en Italie : du côté des Principautés Unies et de la Serbie avec les détachements qui seront formés sur toute la frontière du Banat et de la Transylvanie – enfin avec le soulèvement du pays d'un bout à l'autre au moment où ces différentes forces franchiront la frontière<sup>33</sup>.

Outre l'intervention de groupes armés venant de l'extérieur, elle était prévue la formation d'une force militaire interne : et la campagne de recrutement comportait « la triste mais inévitable nécessité de devoir solliciter un subside de dix millions de francs pour la première mise en campagne, en manière d'emprunt national »<sup>34</sup>.

---

<sup>30</sup> *Ibidem.*

<sup>31</sup> *Ibidem.*

<sup>32</sup> *Ibidem.*

<sup>33</sup> *Ibidem.*

<sup>34</sup> *Ibidem.*

Mais les dessins du royaume de Sardaigne étaient désormais destinés à organiser l'expédition des Mille au Royaume de Naples, à établir les modalités de l'annexion de la Toscane et des territoires d'Émilie à travers deux plébiscites. A tout cela s'ajoutaient les problèmes liés à la Question Romaine, au brigandage dans les provinces centre-sud et à la définition de la forme de l'État de plus en plus centralisée du nouveau royaume. C'est pourquoi les projets visant à soutenir un soulèvement hongrois ont été retardés, même pour ne pas interférer avec les politiques anglaises dans l'Adriatique. Ce fut un bref intervalle : en effet, lorsque les équilibres de la région orientale de l'Europe furent troublés par l'insurrection polonaise (le 22 janvier 1863), le cadre politique pouvait faire avancer une réouverture des pré-supposés insurrectionnels. La répression acharnée des Russes et la stigmatisation immédiate de la France et de l'Angleterre par le biais d'une note laissaient présager de nouveaux scénarios qui mettaient la cour de Vienne en difficulté. Ainsi, grâce à l'appui prussien, la Russie a pu déployer la puissance de son appareil militaire pour l'emporter sur les forces des Polonais, tandis que les intentions annoncées par les grandes puissances occidentales demeurèrent une pieuse intention. Pendant ce temps, le parti qui défendait l'objectif d'une indépendance absolue depuis 1861 s'était rassemblé autour de Ferenc Deák qui se bat « toujours la loi à la main » mais qui « une fois cette lutte légale close il fera place aux autres »<sup>35</sup>.

Mais déjà le 2 septembre 1864, György Klapka envoyait à Marco Minghetti un rapport dans lequel, suite à la situation politique européenne, en particulier hongroise et italienne, préconisait la reprise du projet d'une insurrection dans les terres hongroises. A cette fin, les préparatifs de défense militaire ont été confiés « au Comité central et à son représentant hors du pays M. Georges de Komaromy ». De son côté, Klapka devait assurer l'approvisionnement en armes, les relations avec les départements hongrois qui militaient dans l'armée autrichienne et les relations avec les Slaves et les Polonais. Le général hongrois se mit en contact en Suisse avec les fabricants d'armes pour acheter « 10 000 fusils rayés » à expédier en Hongrie par les territoires allemands autrichiens. Organiser le trafic d'armes s'avéra dès le début l'opération la plus compliquée : les armes par l'action de quelques contrebandiers franchissaient la frontière avec l'Autriche et de « In[n]sbruck » étaient apportées à Klagenfurth « d'où elles repartaient pour la Hongrie ». Les saisies répétées d'armes ont permis au Comité d'insurrection d'essayer de suivre un autre chemin à travers la Galicie, mais sans meilleur résultat. Nonostante ciò

[Le peuple] a vu pour la première fois qu'une organisation secrète et forte s'occupait fermement de la délivrance de la Hongrie et aujourd'hui il croit qu'un grand nombre d'armes resté inaperçu des Autrichiens se trouve caché et à sa disposition pour le moment de l'action.

Cette circonstance n'a pu que fortifier ses espérances dans un meilleur avenir et les prochains événements le trouveront prêt<sup>36</sup>.

<sup>35</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, George Klapka, fasc. 100, Copia calligrafica e dattiloscritta di promemoria di Klapka a Cavour circa l'organizzazione militare dell'esercito ungherese, Parigi, 27 maggio 1861.

<sup>36</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 3, Corrispondenza, George Klapka, fasc. 100, Copia autografa di Artom della relazione di Klapka sull'organizzazione di attività insurrezionale nei paesi danubiani, s.l., 2 settembre 1864.

À la suite des saisies effectuées par les Autrichiens de presque toutes les armes présentes sur le territoire, le général Nándor Éber fut chargé de jeter les bases des activités de conspiration dans la région « sur le bas Danube » et le long de la « frontière orientale de la Hongrie ». Ces intentions se sont révélées fructueuses parce que, comme le soulignait Klapka dans son rapport, « le Général Éber n'a ni confiscation ni pertes encore à deplorer ». Les rapports étaient également reconstitués avec les unités composées de militaires hongrois et surtout avec les départements de cavalerie (Huszár) qui avaient été « stationnés en Galicie, en Bohême, et en Moravie ». Les contacts avec les « Slaves Autrichiens », surtout avec les Tchèques et les Croates, furent confiés à « M. Przibilski », tandis que les activités imprudentes des mazziniens dans les principautés danubiennes, et en particulier du « Major Frigessy et M. Bolzslamski » étaient sur le point de « nous gâter cette précieuse base »<sup>37</sup>.

Pour compenser les pertes d'armes subies, György Klapka chargea le comte Scheertosz d'approcher le prince Alexandru Ioan Cuza pour demander la restitution des dix mille fusils qu'il détenait pour le compte des Hongrois ; « M. Scheertosz très bien accueilli d'abord fut, sur les instances probables de l'Autriche, invité tout-à-coup à quitter le pays ». Malgré ces circonstances défavorables, György Klapka conclut, au nom du Comité d'insurrection hongrois, qu'il était nécessaire que le gouvernement italien désigne un « délégué secret italien » chargé de traiter les « affaires hongroises » avec le « Gen. Eber sur ses opérations en Transylvanie » et avec les « représentants hongrois sur les trois sphères de notre activité, c'est-à-dire la Hongrie, la Serbie et les Principautés Danubiennes »<sup>38</sup>. Dans l'état actuel des faits, ou plutôt de la lecture de la documentation et des échanges épistolaires entre le Ministre du Royaume de Sardaigne et le Comité d'insurrection hongrois, les engagements financiers que la maison de Savoie consacre à l'organisation du soulèvement apparaissent clairement. Et il ne s'agit pas seulement de dépenses importantes en armes : les bonnes dispositions apparaissent avec suffisamment d'évidence pour fournir également un soutien de soldats.

La question qui se pose maintenant est la suivante : pourquoi les intentions insurrectionnelles n'ont-elles pas été déployées ? Même si la question ne trouve pas de réponse claire, nous pouvons en tout cas trouver des preuves indirectes parmi les cartes d'archives. Ces preuves nous conduisent à des suppositions. Tout d'abord, dès le conflit qui l'a amené à se heurter aux armes autrichiennes, Cavour s'était engagé pour que les hostilités n'impliquent pas l'Angleterre, la Prusse et la Russie ; un éventuel soulèvement hongrois avec le soutien actif des Piémontais aurait pu déclencher les intentions de guerre des grandes puissances continentales<sup>39</sup>. Cavour avait clairement compris combien étaient

<sup>37</sup> Dans son rapport, Klapka écrit : « Je du de suite à la première nouvelle y envoyer une commission secrète pour contrecarrer l'action de ces MM. reparer le mal qu'ils nous avaient causé, prévenir la demoralisation des forces hongroises et sauvegarder ainsi le terrain le plus important pour nos opérations futures. La Commission à son arrivée trouva tous les éléments d'action en plein desordre Frigessy fut bientôt après arrêté et plusieurs hongrois expulsés », *Ibidem*.

<sup>38</sup> *Ibidem*.

<sup>39</sup> Dans les instructions envoyées par Cavour au Consul du Royaume de Sardaigne à Bucarest, Annibale Strambio, le Premier Ministre écrivait : « ella avrà sempre innanzi agli occhi della mente quale è il primario interesse del Piemonte nel condurre la impresa cui si è accinto coll'aiuto della Francia. Preme al governo del Re che la guerra rimanga circoscritta all'Italia e che sia combattuta solamente dalle armi collegate della Sardegna e della Francia. Una diversione in Oriente sarebbe

« numerose ed intime le connessioni esistenti fra la questione d'Oriente e la questione italiana » et il n'ignorait pas « che dallo stato e dalle aspirazioni degli abitanti della valle del Danubio » pouvaient venir des possibilités de réaliser « con maggiore prontezza e miglior probabilità di buon esito l'impresa dell'acquisto dell'indipendenza italiana ».

Il fallait donc construire une ligne politique du Royaume de Sardaigne capable d'insérer les intérêts complexes dans une perspective de la Méditerranée, du monde slave et grec<sup>40</sup>, qui se déplaçaient dans l'aire balkanique et danubienne pour les plier aux desseins de l'unification italienne<sup>41</sup>. Nous ne devons pas manquer de souligner que le grand homme d'État italien, après les incidents diplomatiques qui ont suivi l'envoi d'armes dans les principautés du Danube, ne voulait pas encourir d'autres débâcles qui pourraient compromettre ses plans. Alors, pour mieux connaître la situation politique de cette région, il envoya Marcello Cerruti comme émissaire pour recueillir des nouvelles et des impressions. Dans les instructions, il y a des craintes que l'on puisse réformer une coalition basée sur les principes de la « Santa Alleanza », et demande par conséquent à son envoyé de ne pas faire fuiter de sympathie envers les rebelles polonais mais en même temps d'examiner s'il serait possible d'utiliser les dissidents polonais pour contrer une éventuelle ingérence militaire russe à l'aide de l'Autriche. En outre, il fallait vérifier jusqu'à quel point le Tsar s'était exposé avec ses armées pour donner un coup de main aux Habsbourg en cas d'éventuelle rébellion hongroise.

---

funesta. La Russia non ne rimarrebbe spettatrice inoperosa ed allora l'Inghilterra entrebbe in campo e ad un suo cenno la Prussia e l'Alemagna intiera. Certo la Francia e il Piemonte hanno preveduto anche questa eventualità dolorosa e saprebbero, occorrendo, affrontarla. Ma i loro sforzi più energici e costanti mirano ad impedirle, a renderla impossibile », *Cavour ad Annibale Strambio*, Torino 24 maggio 1859, in A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 386.

<sup>40</sup> Cavour demandait à Cerutti de collecter en Serbie et dans les principautés de Moldavie et de Valachie « tutte le informazioni relative alla Bosnia, all'Erzegovina ed al Montenegro ». Ajoutait en outre : « il di Lei soggiorno a Costantinopoli le procurerà eziandio modo di ben conoscere le condizioni della Bulgaria. In questi paesi è soprattutto a cercarsi l'influenza dell'elemento religioso : è d'uopo riconoscere se questa influenza sia ancora per immediato effetto la prevalenza politica russa; infine occorre sapere se i cristiani della Bosnia e della Bulgaria sono già attualmente capaci di conquistare e di ritenere durevolmente il sopravvento sulle popolazioni turche.

Queste indagini sono necessarie per decidere se abbia a favorirsi in quei paesi la formazione di Stati cristiani indipendenti, o se come fu proposto spesso dai pubblicisti convenga cercare di compensar l'Austria della perdita del Veneto coll'accordarle le provincie turche sino al Golfo di Salonicchio.

Questo disegno non potrebbe effettuarsi che a danno gravissimo della Grecia, la quale ha per l'opposto smisurate ambizioni di ingrandimento. L'Italia sarebbe certo lieta di veder risorgere e grandeggiare mercé un nuovo Impero Bizantino la sua sorella primogenita di civiltà. Sarebbe incalcolabile il vantaggio che ridonderebbe all'Europa se mercé il rifiorimento contemporaneo della Spagna, dell'Italia e della Grecia le razze latine avessero di nuovo il predominio del Mediterraneo. Ma questi disegni che saranno forse effettuabili in un più remoto avvenire sembrano poco attuabili in questo momento. La S. V. Ill.ma potrà dirmi però quale sia il suo avviso in proposito.

Fra i vari modi con cui si propose di riordinare l'Europa Orientale è da annoverarsi, altresì, il progetto di formare una federazione di Stati slavi aventi a centro od a nucleo principale l'Ungheria. lo prego la S. V. Ill.ma di volermi riferire il suo giudizio anche su questa proposta », *Cavour a Marcello Cerruti*, Torino 18 settembre 1860, in A. Tamborra, *Cavour e i Balcani*, cit., p. 391.

<sup>41</sup> Ivi, p. 389.

Un moto insurrezionale che dal littorale dalmata ed illirico si estendesse sino alle rive del Baltico sarebbe così formidabile da dar grave pensiero anche al Governo Russo. Il Gabinetto di Pietroburgo si esporrebbe a questo grave pericolo se intervenisse di nuovo in Ungheria: esso impedirebbe d'altronde per sempre quella riunione dei due grandi rami della razza slava, quello del sud e quello del nord, a cui mira in segreto, e che è la speranza dei panslavisti<sup>42</sup>.

Les termes de la question sur le front oriental du continent européen avaient déjà été mal posés dans le Traité international de Paris de 1856 : un accord qui montrait l'intention des puissances de délimiter les frontières des États en utilisant le principe de la nationalité de ces peuples. Dans un contexte territorial extrêmement diversifié et complexe, où confluaient les civilisations des trois grandes traditions religieuses (orthodoxe, islamique et catholique), il fallait au moins amener les empires et les puissances occidentaux à élaborer des « soluzioni di convivenza più appropriate »<sup>43</sup>. Au lieu de cela, les Habsbourg décidèrent de suivre la politique étrangère tracée par le vieux chancelier Klemens von Metternich qui, dans une lettre à Karl Ferdinand von Buol-Schauenstein, soutenait que:

*L'État du centre* ne peut se laisser traîner à la remorque ni du côté de l'Orient ni de celui de l'Occident. La situation géographique qui lui est particulière l'en empêcherait, si des raisons morales ne venaient se joindre à cette première considération. Nous sommes appelés à faire pencher la balance du côté du rétablissement de la paix, c'est-à-dire de la fin définitive d'une situation déplorable, mais nullement à laisser faire de nous l'avant-garde de l'Orient contre l'Occident ou de l'Occident contre l'Orient<sup>44</sup>.

Poursuivant cette orientation, l'Empire ne voulut pas prendre en considération une autre ligne politique visant à affirmer une présence hégémonique dans la région du Danube, et pour cette raison il ne suivit pas ce que Cesare Balbo voulut définir comme « la sua natura » et donc accomplir son destin pour entreprendre une activité visant à devenir promotrice et interprète d'un programme progressiste. Ne voulant pas ainsi poursuivre une politique d'expansion en Orient, le royaume des Habsbourg se heurta à « un'inevitabile serie di esitazioni, di contrasti e indebolimenti » déterminée par toutes les nations de l'Occident européen qui gravitaient « su di lei » et qui ressentaient la nécessité et la tâche inéluctable « di compiere essa tutta il suo movimento orientale ». Et par ces réflexions, l'homme d'État piémontais concluait prophétiquement que

la prima e principale spinta verrà probabilmente, da Germania. Chiusa nel cuor d'Europa, con una sola spiaggia marittima, e questa povera di grandi aditi e lontanissima da ogni comunicazione coll'Oriente, la nazione germanica non può prender parte al gran movimento, se non spingendo innanzi Austria e Prussia in quella direzione; cioè, per parlar chiaro, Austria sulle provincie turche, Prussia sulle polacche<sup>45</sup>.

<sup>42</sup> Ivi, 1958, p. 392.

<sup>43</sup> S. Barbagallo, *Il Risorgimento italiano tra Oriente e Occidente*, cit., p. 556.

<sup>44</sup> K. Metternich, *Mémoires*, volume VIII, Parigi, Typographie de E. Plon, 1884, p. 376.

<sup>45</sup> C. Balbo, *Delle speranze d'Italia*, Parigi, dalla libreria dei fratelli Firmin Didot, 1844, pp. 118-119.

Malheureusement, avec la Troisième Guerre de l'Indépendance italienne – autrement connue comme guerre austro-prussienne – les Habsbourg perdirent les territoires vénitiens sans avoir su acquérir cette prééminence tant invoquée par Balbo dans la région du Danube.

Pour en revenir à Cavour, homme d'État clairvoyant, il avait constaté que cinq ans après le congrès de Paris les équilibres politiques entre les grandes puissances européennes avaient changé. Après cette réunion, en effet, « la Francia di Napoleone III s'avvicinava alla Russia e l'Austria – ahimè – l'Austria si avvicinava all'Inghilterra »<sup>46</sup>. Dans la *Bozza autografa di Artom del progetto di Cavour a lui dettato sull'organizzazione dell'Europa* du 1861, le grand homme d'État italien observait que l'Autriche se faisait le bouclier de l'Allemagne pour défendre ses intérêts et que la Russie, après avoir tenté inutilement d'établir une union d'intentions avec la France pour réaliser ses dessins en Orient, il se repositionnait sur une politique inspirée des principes de la « Sainte Alliance »<sup>47</sup>. Ces considérations ont incité Cavour à prendre acte que face à une probable alliance des « trois puissances du Nord »<sup>48</sup> il était donc nécessaire de porter tous les efforts de la diplomatie italienne vers un accord avec l'Angleterre. Les lignes d'orientation de cette politique étrangère devaient reprendre les fondements qui avaient inspiré l'entente entre les trois alliés de la guerre en Crimée, en se référant aux deux principes qu'ils établissaient : la constitution de l'unification politique de la Péninsule au profit de la maison régnante de la Savoie et la défense des intérêts français et anglais en Orient. Ces objectifs devaient être poursuivis en redéfinissant les principaux domaines d'influence dans la région orientale. Pour ce faire, Cavour envisageait la structure suivante : l'Égypte et la Syrie devaient tomber sous le contrôle de l'Angleterre ; la Hongrie devait devenir le centre de gravité politique d'une union formée de populations illyriennes avec les populations slaves de la Mer Méditerranée et du Danube ; le duc de Brabant, Léopold Louis Philippe Marie Victor de Saxe Cobourg-Gotha, devait prendre le trône d'un royaume constitué par les territoires de la Grèce avec Constantinople capitale ; enfin, la Prusse devait exercer son contrôle sur les populations allemandes du Rhin et sur les populations baltes.

Par ailleurs, le renforcement du royaume italien et du royaume allemand aurait constitué un solide rempart à la consolidation de la puissance française et un obstacle plus efficace que ce système conçu à travers le mécanisme de la « neutralité de la Belgique »<sup>49</sup>. En outre, pour freiner l'union des États sous l'hégémonie russe et pour conjurer l'éventualité du déploiement du despotisme du Tsar qui aurait pu s'adresser aux régions baltes, de la Méditerranée et de la Mer Noire, il fallait favoriser la création d'une confédération slave sous l'hégémonie hongroise. De cette façon, « en perdant la Hongrie et la Vénétie, l'Autriche resterait une Puissance de 3<sup>ème</sup> ordre »<sup>50</sup>.

<sup>46</sup> G. Berti, *Russia e stati italiani nel Risorgimento*, Torino 1957, p. 667.

<sup>47</sup> Archivio Storico U.C.E.I., Archivio di Isacco Artom, Busta 5, Carte cavouriane (documentazione autografa e dettata a Artom), fasc. 201, Progetto Cavour, *Bozza autografa di Artom del progetto di Cavour a lui dettato sull'organizzazione dell'Europa*, s.l. s.d. (1861 ca.), f. 90.

<sup>48</sup> *Ibidem*.

<sup>49</sup> *Ivi*, f. 93.

<sup>50</sup> *Ibidem*.